

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves

AFRIQUE DU SUD : ZINDZI
MANDELA AVAIT CONTRACTÉ
LE COVID-19

Zindzi Mandela, la plus jeune fille du premier président noir sud-africain Nelson Mandela, décédée cette semaine après avoir contracté le Covid-19 selon sa famille, a été enterrée hier à Johannesburg, ont rapporté les médias locaux. Son fils Zondwa Mandela a révélé que sa mère, âgée de 59 ans, avait été testée positive au nouveau coronavirus, le jour de son décès lundi dans un hôpital de Johannesburg. La famille attend cependant les résultats de l'autopsie pour connaître les causes exactes de sa mort, a-t-il précisé.

CÔTE D'IVOIRE: UN DES
PROCHES DE SORO CESSE SA
GRÈVE DE LA FAIM EN PRISON

Le député Alain Lobognon, un des lieutenants de l'ancien chef rebelle Guillaume Soro, a arrêté jeudi sa grève de la faim à la prison d'Agboville (nord d'Abidjan) après 16 jours de protestation. "Après 16 jours de privation de nourriture, qui visait à réclamer la fin de nos détentions, j'ai mis fin, ce jeudi 16 juillet, à cette protestation pacifique (...) contre notre emprisonnement sans procès, injuste, illégal et arbitraire", écrit M. Lobognon pour son 52e anniversaire.

BRÉSIL: BOLSONARO SOUS
PRESSION POUR PRÉSERVER
L'AMAZONIE

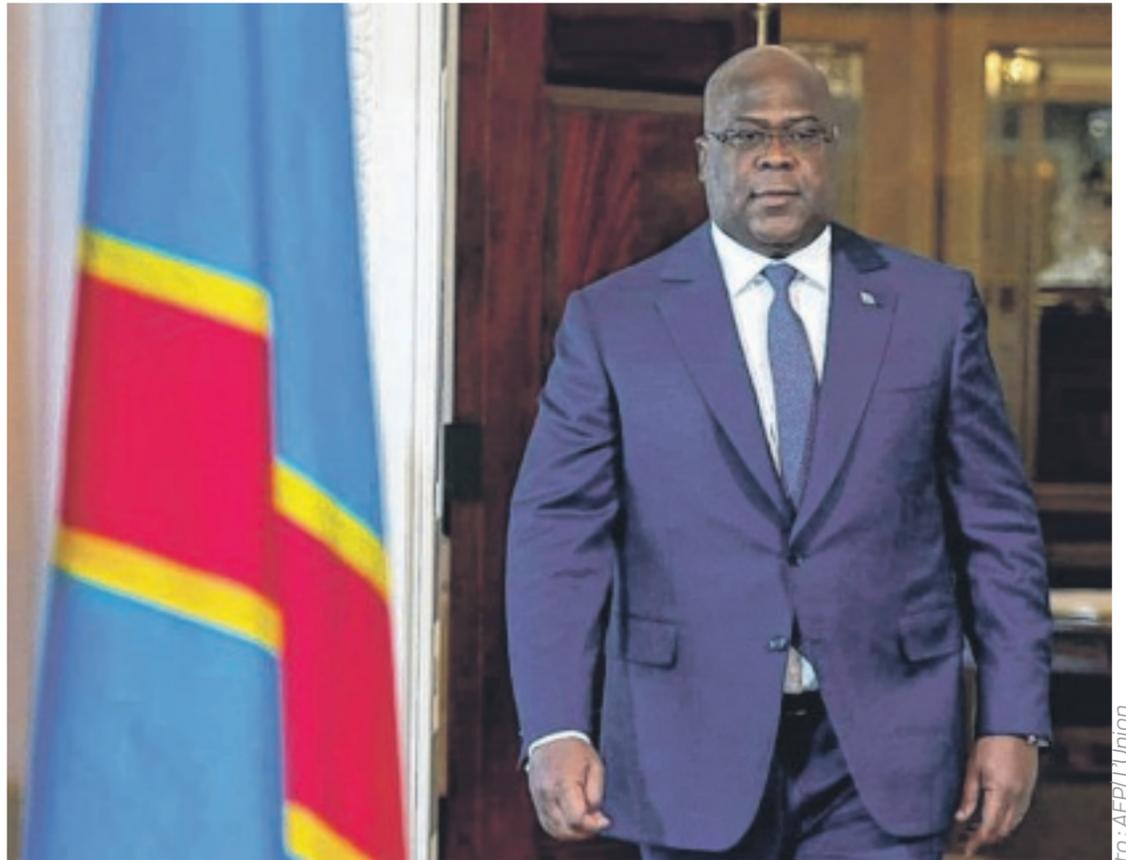
Face aux pressions insistantes d'investisseurs réclamant des "résultats" dans la lutte contre la déforestation en Amazonie, le gouvernement brésilien semble avoir changé de ton, mais il devra agir pour convaincre. Le simple fait que le vice-président Hamilton Mourao se soit engagé mercredi à "réduire à un minimum acceptable" la déforestation et les incendies est déjà une petite révolution

RDC : Félix Tshisekedi
calme le jeu !Jonas OSSOMBEY (sources : AFP)
Libreville/Gabon

Depuis l'arrestation et la condamnation de Vital Kamerhe, ancien directeur de cabinet et allié politique du président de la République, Félix Tshisekedi, ainsi que de nombreuses divergences avec les pro-Kabila, la coalition au pouvoir est en ébullition. Au point que beaucoup y voient la fin d'une entente politique qui a permis à l'actuel chef de l'Etat d'accéder au pouvoir. Pour ramener la sérénité dans son camp politique, il a décidé de passer à l'offensive.

Dans cette optique, le numéro un congolais a lancé jeudi dernier un appel "au calme et au rassemblement" au sein de la coalition au pouvoir à Kinshasa. "La démarche du président que je suis est celle d'appeler toujours au calme et au rassemblement (...). Nous n'allons pas vers une rupture de la coalition", a déclaré le président Tshisekedi lors d'une conférence de presse dans la capitale de l'autre rive du fleuve Congo, Brazzaville, où il a effectué une visite de quelques heures.

Le gouvernement regroupe des membres de Cap pour le changement (Cach, pro-Tshisekedi) et du Front commun pour le Congo (FCC, fidèle à l'ancien président Joseph Kabila). "D'ailleurs en ce moment il y a des



Le président Félix Tshisekedi a lancé un appel à son camp politique.

délégués des deux camps qui se voient et qui discutent", a-t-il ajouté. "Donc nous allons trouver une solution". Les partisans de MM. Tshisekedi et Kabila s'affrontent sur une réforme de la magistrature, et sur la désignation d'un nouveau président de la Commission électorale. M. Tshisekedi a également évoqué le conflit frontalier entre son pays et la Zambie. "Nous n'avons jamais compris l'attitude de la Zambie avec qui nous avons eu d'ailleurs plusieurs explications",

a affirmé le président Tshisekedi. Au Tanganyika, à l'extrême sud-est de la RDC, l'armée congolaise a été placée en "état d'alerte" face aux forces zambiennes accusées d'occuper quelques villages. "On va dire que la situation est calme en attendant que la SADC (Communauté des Etats de l'Afrique australe) nous aide à retracer les frontières qui datent de l'époque coloniale et à nous débarrasser définitivement de ce problème", a-t-il ajouté. Médiateur régional, le président

du Congo-Brazzaville, Denis Sassou Nguesso, accompagne les deux pays "par ses conseils" et "ses appels à la retenue", a ajouté M. Tshisekedi après sa rencontre avec son homologue. Les deux chefs d'Etat ont en outre abordé la pandémie de Covid-19, appelant "au renforcement de la solidarité internationale" et insistant sur la nécessité "qu'un futur vaccin contre le nouveau coronavirus soit un bien public mondial", selon le communiqué final de leur rencontre.

Joseph Kabila, l'homme de l'ombre !

J.O.
Libreville/Gabon

Si Félix Tshisekedi a été élu à la tête de la République démocratique du Congo (RDC), en 2018, il n'en demeure pas moins qu'avec une forte majorité parlementaire, le Front commun pour le Congo (FCC) de Joseph Kabila, l'a contraint à un partage du pouvoir. Faisant de l'ancien président, une figure incontournable de l'exécutif congolais. D'ailleurs, il a transformé son mouvement politique en plate-

forme gouvernementale.

Ainsi, pour éviter des "fuites" de cadres vers la coalition Cap pour le changement (CACH) de Félix Tshisekedi, Joseph Kabila a décidé l'an dernier de verrouiller sa plateforme en décidant de faire signer "un acte d'engagement", de "fidélité" et de "loyauté envers son excellence" Joseph Kabila. Toute chose dont le but était d'éviter la "transhumance politique" à laquelle plusieurs partis politiques en Afrique sont habitués. Il faut donc rappeler que Félix Tshisekedi et son prédécesseur, Joseph Kabila, ont passé un accord

de coalition en janvier 2019, dont le contenu n'a jamais été rendu public, lorsqu'ils ont organisé la première transition pacifique du pouvoir dans l'histoire du pays. Depuis cette transition, la RD-Congo a un pouvoir bicéphale. Si Tshisekedi est à la tête de l'exécutif, le parlement est encore dominé par le parti de Joseph Kabila. De plus, le premier ministre, la plupart des 65 ministres du gouvernement et des gouverneurs provinciaux viennent du parti de l'ancien président. C'est tout dire de la place occupée par ce dernier dans la gestion de ce vaste pays.



L'ancien président Joseph Kabila reste une figure incontournable.